La récente exécution en Somalie d'un soldat reconnu coupable de viol et le placement en détention d'un journaliste enquêtant sur des cas d'agression sexuelle ont mis en lumière les violences fondées sur le genre, un sujet longtemps tabou.

Le président lui-même a abordé la question. Lors de sa rencontre avec le président Barack Obama à Washington le 17 janvier, Hassan Sheikh Mohamud a indiqué que son gouvernement n'interviendrait pas dans le dossier du journaliste, en dépit des pressions de nombreuses organisations, y compris de Human Rights Watch et de hauts responsables des Nations Unies.

M. Mohamud a indiqué que la liberté de la presse « ne veut pas dire qu'il est acceptable de ternir la réputation du gouvernement ».

Un pansement

Après la publication en décembre 2012 d'un article accusant des officiers des forces de sécurité de viol, la police a entendu des journalistes et une victime présumée. Depuis, au moins cinq personnes ont été placées en détention – ces personnes n'ont pas été arrêtées pour suspicion de viol, mais pour avoir porté plainte ou avoir mené des enquêtes.

M. Mohamud a dit aux journalistes de « Voice of America » qu'une diminution des cas de viols commis par des hommes en uniforme avait été enregistrée en Somalie et que le problème serait bientôt résolu. S'exprimant sur les exécutions, le jour précédent, d'un soldat de 32 ans reconnu coupable de viol et d'un officier de police de 23 ans reconnu coupable de meurtre – jugés par un tribunal militaire, tous deux avaient plaidé coupable – le président a dit :

« Les condamnations prononcées par nos tribunaux à l'encontre d'un violeur et d'un meurtrier, qui ont été condamnés à mort et exécutés, mettent en lumière la lutte du gouvernement contre les criminels. Nous ne tolèrerons ni le viol d'une Somalienne ni le meurtre d'un Somalien ».

Selon les agences d'aide humanitaire présentes en Somalie, il faut que les femmes soient mieux protégées et mieux accueillies lors du signalement d'un viol.

« Avons-nous constaté une amélioration ? Non. Prendre des mesures drastiques, comme la condamnation à mort d'un soldat qui a commis des agressions sexuelles, n'est pas la bonne réponse », a dit un haut responsable de l'aide qui travaille dans le secteur de la protection civile en Somalie. Il a qualifié la réponse humanitaire aux violences sexuelles et fondées sur le genre en Somalie de « pansement » à un problème croissant.

Augmentation des dénonciations de viols

Selon les observations de travailleurs humanitaires présents dans le pays, une hausse des dénonciations de viols a été enregistrée à Mogadiscio, mais les experts ne savent pas si cela est dû à une augmentation des viols ou si des améliorations ont été enregistrées dans le

domaine du signalement ou de l'enregistrement des plaintes.

Les femmes et les filles qui vivent dans les camps de déplacés internes sont particulièrement vulnérables en raison des mauvaises conditions de logement, de la médiocrité des éclairages et du manque d'accès à des installations sanitaires sûres. Elles sont également vulnérables à l'exploitation sexuelle, lorsqu'elles tentent d'acheter des biens ou de bénéficier des services proposés.

L'officier chargé de la protection a toutefois indiqué que le gouvernement est bien placé pour aborder la question des viols commis par des hommes en uniforme. « Si le viol est commis par un inconnu ou par un membre de la famille, il est difficile de résoudre l'affaire, dans n'importe quel pays. Si le viol est commis par un membre de l'armée, la situation devrait être beaucoup plus simple. Le fait que ces viols se produisent devrait interpeler les autorités. Le réseau de soutien humanitaire et de développement peut apporter des mécanismes de réponse, mais ce sont les autorités qui doivent prendre en charge la prévention ».

« Les chaînes de télévision et les stations de radio en parlent depuis une semaine. "Pourquoi le gouvernement n'en fait-il pas davantage ?", se demande la population. C'est un dossier très important. Les journalistes sont scandalisés, et tout le monde pense que les femmes se manifesteront à l'avenir », a dit Mohamed Ibrahim, le Secrétaire-général de l'Union nationale des journalistes somaliens.

« La priorité du gouvernement fédéral somalien est de protéger ses citoyens, plus particulièrement les personnes faibles », a dit à IRIN Abukar Osman, secrétaire permanent du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité nationale, par email. « Nous vous assurons que notre gouvernement ne tolèrera pas les violences commises à l'encontre de ses citoyens ».

Un expert des Nations Unies sur les violences fondées sur le genre, qui a demandé à garder l'anonymat, reconnait que les récents placements en détentions soulevaient des inquiétudes à long terme. « Se manifester en tant que survivante de viol est un geste courageux qui demande beaucoup de bravoure en raison de la stigmatisation et des tabous. Lorsque des survivantes se manifestent, nous devrions être capables de leur offrir des services confidentiels et sûrs. L'autonomisation d'une personne qui a survécu à des violences sexuelles est une étape clé qui lui permettra de surmonter le traumatisme subi », a dit un expert des Nations Unies. « Il est important que les institutions gouvernementales protègent ce processus ».

Mettre fin au silence

Dans une déclaration du 15 janvier, Zainab Hawa Bangura, Représentante spéciale du secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, a dit avec fermeté : « L'approche choisie par la police somalienne ne sert pas les intérêts de la justice, elle aboutit à une criminalisation des victimes et elle entrave la liberté

d'expression de la presse ».

Selon elle, les efforts entrepris pour intimider les journalistes et les dissuader d'enquêter sur « le plus grand silence de l'histoire » met à mal la crédibilité des institutions gouvernementales.

La liberté des journalistes locaux de rapporter les faits de violences sexuelles et de violences fondées sur le genre est particulièrement importante en Somalie, où l'accès international est sévèrement limité. « Il est important que la transparence soit respectée et que les médias aient la possibilité de suivre la situation, sur le terrain, pour renforcer la responsabilisation », a dit Mme Bangura.

« Cette arrestation ne m'empêchera jamais de rendre compte de cas de violations », a dit un journaliste de Mogadiscio. « [Les viols] sont ordinaires et ont toujours été rapportés par les médias somaliens. On peut trouver trace de centaines de cas ». Le journaliste pense que la majorité des viols sont commis par des hommes en uniforme.

Le suivi des violences sexuelles est particulièrement difficile dans les régions dont le gouvernement et ses alliés ont récemment repris le contrôle. C'est l'une des raisons pour lesquelles les observateurs hésitent à formuler des commentaires sur les tendances. Les Nations Unies et les organisations non gouvernementales (ONG) travaillent ensemble pour fournir une meilleure analyse des données, et les travailleurs humanitaires se concentrent sur l'amélioration des services aux survivantes de violences fondées sur le genre dans les zones de Gedo, Bai, Bakool, Shabelle, Dobley et Kismayo.

« Nous nous sommes concentrés sur le renforcement de la réponse de santé dans la gestion clinique du viol », a dit un expert des Nations Unies sur les violences fondées sur le genre.

Le Fonds des Nations Unies pour la population et d'autres organismes forment actuellement des travailleurs de la santé à la fourniture de ces services. « Mais de grands défis nous attendent en raison de la capacité limitée des services de santé et du soutien limité sur le terrain, ce qui complique la fourniture de services de qualité », a-t-elle dit. « Les agences travaillent ensemble pour améliorer la situation et coordonner la fourniture des services ».